



Assemblée générale

Distr. générale
16 février 2023
Français
Original : arabe

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-deuxième session

27 février-31 mars 2023

Point 6 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Bahreïn

Additif

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,
engagements et réponses de l'État ayant fait l'objet de
l'Examen**

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



1. Le Royaume de Bahreïn poursuit ses efforts visant à promouvoir les droits de l'homme et à protéger la dignité humaine, en coopérant avec toutes les parties prenantes et les partenaires aux niveaux national et international.
2. Le Royaume poursuit également sa collaboration constructive avec l'Organisation des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme et l'ensemble de ses mécanismes, notamment dans le cadre de l'Examen périodique universel, ainsi qu'avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et d'autres mécanismes et organisations internationaux compétents.
3. Soucieux de coopérer avec l'Examen périodique universel afin d'atteindre ses buts et objectifs fondés sur les principes de dialogue, d'objectivité et de non-sélectivité, le Royaume a examiné avec attention les 245 recommandations formulées à l'occasion de l'examen de son quatrième rapport national le 7 novembre 2022.
4. Les recommandations acceptées sont des recommandations qui sont en vigueur, en cours d'application ou dont l'application est en cours de planification.
5. Les recommandations dont il est pris note requièrent un examen et des recherches plus approfondies, un certain nombre d'entre elles pouvant être partiellement acceptées pour autant que leur contenu ne soit pas contraire à la législation nationale et aux dispositions de la loi islamique et qu'il n'entraîne aucune ingérence dans la souveraineté de l'État.
6. Parmi les recommandations formulées, 172 ont été acceptées et 73 ont été notées.

Questions relatives à la poursuite de l'amélioration de la situation et de la protection des travailleurs migrants

7. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.23, 124.152, 124.220, 124.221, 124.222, 124.223, 124.224, 124.225, 124.226, 124.227, 124.228, 124.229.
8. Le Royaume accorde un rang de priorité à la protection des droits des travailleurs migrants, compte tenu des principes, des règles éthiques et de la culture du pays qui sont fondés sur la coexistence et le respect, et s'emploie à accroître la coopération en matière de sensibilisation des travailleurs migrants à leurs droits et devoirs et à informer ceux-ci des dernières évolutions sur le marché du travail. Le Centre de protection et d'admission des travailleurs migrants, premier du genre au Moyen-Orient, est un centre global spécialisé dans la protection et l'admission de la main-d'œuvre. Il fournit aux travailleurs migrants divers services préventifs, consultatifs et juridiques, offre un abri aux victimes et aux personnes susceptibles d'être victimes de la traite ou de toute autre forme d'exploitation et protège les droits des travailleurs, conformément aux normes et aux meilleures pratiques appliquées à l'échelle internationale dans ce domaine, ce qui est une indication manifeste du plein engagement du Royaume à protéger cette catégorie de personnes.
9. La recommandation ci-après a été notée :
124.230.

Questions relatives à la ratification des traités et conventions internationaux auxquels le Royaume n'est pas partie et au retrait des réserves formulées à l'égard d'instruments internationaux

10. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.1, 124.2, 124.3, 124.11, 124.13, 124.16, 124.17, 124.18, 124.19, 124.22, 124.24, 124.27.
11. Le Royaume examine régulièrement l'ensemble des instruments internationaux et leur compatibilité avec sa législation et ses politiques nationales afin de garantir la protection, le respect et la promotion des droits de l'homme sur son territoire. Il veille constamment à renforcer sa coopération avec les divers mécanismes de l'ONU et à s'acquitter des obligations mises à sa charge par les instruments auxquels il est partie.

12. Les recommandations ci-après ont été notées :

124.4, 124.10, 124.12, 124.14, 124.15, 124.20, 124.21, 124.25, 124.26.

Questions relatives à la modification et au perfectionnement des textes législatifs nationaux visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme

13. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.38, 124.40, 124.46, 124.64, 124.65, 124.116, 124.133, 124.135, 124.144.

14. Le Royaume s'emploie à assurer la protection, le respect et la promotion des droits de l'homme dans toutes les lois et les pratiques nationales, en mettant l'accent sur le perfectionnement continu de ces lois et pratiques dans le but de garantir le bien-être et la prospérité de tous les citoyens et résidents de Bahreïn.

15. Les recommandations ci-après ont été notées :

124.66, 124.69, 124.99, 124.143, 124.151.

Questions relatives à la coopération avec l'ONU, les procédures spéciales et les titulaires de mandat et à l'invitation des rapporteurs spéciaux

16. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.30, 124.34.

17. Le Royaume veille à coopérer et à dialoguer avec les organes de l'ONU dans un esprit de transparence et d'ouverture afin de promouvoir, de protéger et de faire respecter les droits de l'homme. Il poursuit ses efforts de collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, s'efforce de répondre à tous les appels urgents et à toutes les questions des procédures spéciales et soumet en temps voulu des rapports périodiques aux organes conventionnels.

18. Les recommandations ci-après ont été notées :

124.28, 124.29, 124.31, 124.32, 124.33, 124.35.

Questions relatives à la mise en œuvre effective du Plan d'action national pour les droits de l'homme

19. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.36, 124.47, 124.48, 124.49, 124.50, 124.51, 124.52, 124.53, 124.54, 124.55.

20. Le Royaume affirme sa détermination à garantir la mise en œuvre effective du Plan d'action national pour les droits de l'homme (2022-2026) et l'exécution de l'ensemble de ses programmes. À cet effet, il a adopté un plan d'exécution destiné à assurer la réalisation de tous les objectifs et projets du Plan d'action, dans lequel il fournit des précisions sur les projets, désigne les autorités compétentes pour les mettre en œuvre et les services d'appui mis à leur disposition, fixe les délais de mise en œuvre complète du Plan d'action et définit des indicateurs permettant d'évaluer les succès obtenus en termes de mise en œuvre des projets, dont il est rendu compte dans le cadre de rapports annuels.

Questions relatives à la poursuite de la protection et de la promotion des droits de l'homme, de la sécurité sociale et du bien-être

21. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.37, 124.109, 124.136, 124.146, 124.147, 124.148, 124.149, 124.153, 124.161.

22. La Vision économique 2030 a été adoptée à l'issue de quatre années de consultations intensives entre un large éventail de parties prenantes, composées de décideurs et de responsables des secteurs public et privé, avec la participation d'organismes publics, d'organisations de la société civile et de groupes d'experts internationaux, qui visaient à définir les cadres sur lesquels s'appuie cette Vision.

Questions relatives aux activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en matière de protection et de promotion des droits de l'homme

23. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.43, 124.44, 124.45, 124.160, 124.213.

24. Une grande attention est accordée à la question de la formation et de la sensibilisation aux droits de l'homme au Royaume, c'est pourquoi tous les services compétents des autorités législatives, exécutives et judiciaires mettent en place des programmes de formation spécialisés en matière de droits de l'homme à l'intention de leur personnel. Des campagnes d'information et de sensibilisation sont également menées en permanence par divers médias pour faire connaître ces droits et leur importance.

Questions relatives aux mesures visant à renforcer les mécanismes de recours et à en garantir l'indépendance

25. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.56, 124.57, 124.58, 124.59, 124.60, 124.61, 124.62, 124.63, 124.91, 124.92, 124.104, 124.105, 124.106, 124.107.

26. Conformément à l'approche nationale visant à renforcer la mise en place de mécanismes indépendants chargés de protéger, de faire respecter et de promouvoir les droits de l'homme, plusieurs mécanismes et organismes ont été créés, notamment l'Institution nationale des droits de l'homme, le Bureau du médiateur et l'Unité spéciale d'enquête, et ont réussi à atteindre leurs objectifs de manière indépendante et efficace, tout en veillant constamment à améliorer leurs résultats sur le terrain. Le Royaume de Bahreïn s'est en outre doté d'une structure solide de prévention et de répression des actes constitutifs de torture en mettant en place un certain nombre de dispositifs nationaux indépendants chargés de protéger les personnes contre la torture et les mauvais traitements et de faire en sorte que les responsables aient à répondre de leurs actes.

Questions relatives à la poursuite des activités de renforcement des capacités et des efforts déployés pour faire appliquer la loi et améliorer les conditions de détention

27. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.93, 124.96, 124.97, 124.98.

28. La loi n° 18 de 2014 sur l'organisation des établissements pénitentiaires prévoit des dispositions visant à garantir les droits des détenus condamnés à une peine privative de liberté et des détenus provisoires, à savoir leur droit à des soins de santé et à une protection sociale, leur droit de recevoir des visites et d'effectuer des appels extérieurs, leurs droits procéduraux, leur droit à l'éducation et à la liberté d'exercice des cultes et leur droit au travail.

Poursuite de la lutte contre le terrorisme

29. La recommandation ci-après recueille l'adhésion de Bahreïn :

124.102.

30. Le Royaume attache une grande importance aux efforts visant à éliminer le terrorisme international et l'extrémisme pour parvenir à un monde meilleur où le principe de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales est respecté et où règne une paix internationale juste, globale et durable. Il s'emploie en outre à intensifier les efforts visant à assurer un développement durable.

Questions relatives à la poursuite de la diffusion de la culture du dialogue interconfessionnel et de la promotion de la culture de coexistence pacifique et de liberté religieuse

31. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.68, 124.103, 124.110, 124.111, 124.112, 124.113, 124.121, 124.122.

32. Le Royaume est un modèle de coexistence pacifique et d'harmonie entre personnes de différentes religions, confessions et cultures, comme en témoignent la création en 2018 du King Hamad Global Centre for Peaceful Coexistence (Centre mondial Roi Hamad pour la coexistence pacifique), l'inauguration de la Chaire Roi Hamad pour le dialogue interconfessionnel à l'Université Sapienza, en Italie, et le lancement de nombreuses initiatives connexes, notamment la publication en 2017 de la « Déclaration du Royaume de Bahreïn », qui encourage la tolérance religieuse et la coexistence pacifique dans le monde entier et vise à promouvoir la liberté religieuse et le dialogue interconfessionnel.

Questions relatives à la poursuite de l'action contre la traite des personnes

33. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.138, 124.139, 124.140, 124.141, 124.142, 124.145.

34. Le Royaume accorde une attention particulière à la lutte contre la traite des personnes, ce qui lui a permis d'être le seul pays du monde arabe à conserver pour la cinquième année consécutive sa place dans la première catégorie définie par le Département d'État américain dans son rapport de 2022 sur la traite des personnes. Il continue de promouvoir les droits des groupes vulnérables, dont les travailleurs contractuels en général et les femmes en particulier, en vue de renforcer leur protection contre toutes les formes d'exploitation et de mauvais traitements.

Questions relatives à la poursuite de la promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes

35. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.150, 124.162, 124.163, 124.164, 124.165, 124.166, 124.167, 124.168, 124.169, 124.171, 124.172, 124.173, 124.174, 124.175, 124.176, 124.177, 124.178, 124.179, 124.180, 124.181, 124.182, 124.183, 124.185, 124.187, 124.188, 124.189, 124.190, 124.197, 124.198, 124.199.

36. La mise en œuvre du Plan national de promotion de la femme bahreïnienne (2013-2022) se poursuit. Celui-ci vise à assurer aux femmes une stabilité familiale dans un cadre de cohésion familiale, à leur donner les moyens de contribuer de manière compétitive au développement, sur la base du principe de l'égalité des chances, à prendre en compte leurs besoins sur le plan du développement pour leur donner la possibilité de se distinguer et d'avoir plus d'options afin d'améliorer leur qualité de vie et à leur donner accès à l'apprentissage continu, grâce à une action menée de façon complémentaire avec des partenaires au niveau institutionnel. Un plan pour la période suivante (2023-2030) est en cours d'élaboration, compte tenu des progrès réalisés par les Bahreïniennes.

37. Les recommandations ci-après ont été notées :

124.184, 124.186, 124.191, 124.192, 124.193, 124.194, 124.195, 124.196, 124.201.

38. Les peines encourues en cas de viol sont appliquées si la victime refuse d'épouser l'auteur de l'infraction, le Code de la famille posant comme condition à la validité du mariage le consentement des deux parties, sans que l'une ou l'autre soit contrainte à se marier.

Questions relatives à la poursuite des efforts visant à garantir pleinement l'accès à l'éducation et à promouvoir le droit à l'éducation

39. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :

124.154, 124.155, 124.156, 124.157.

40. L'enseignement au Royaume est obligatoire et gratuit et les enfants d'âge scolaire sont scolarisés dans des établissements publics ou privés. Le Ministère de l'éducation et de l'enseignement garantit l'accès à l'enseignement pour tous les élèves bahreïniens et non bahreïniens qui fréquentent des écoles publiques et leur fournit gratuitement au début de chaque année scolaire les manuels scolaires nécessaires. Le Gouvernement fait en sorte que les principes et valeurs universels des droits de l'homme soient inclus dans les cours sur le

civisme et les droits de l'homme, qui constituent une matière de base aux trois niveaux d'enseignement dans les écoles publiques et privées du Royaume.

41. La recommandation ci-après a été notée :
124.245.

Questions relatives à la protection et à la promotion des droits de l'enfant et au développement de ses capacités

42. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.159, 124.200, 124.202, 124.203, 124.204, 124.205, 124.206, 124.231.
43. Par l'intermédiaire du Comité national pour l'enfance, le Royaume poursuit son action en faveur du développement sur les plans éducatif, culturel et psychologique, à tous les stades de l'enfance.

Questions relatives à la poursuite des efforts visant à protéger et à promouvoir les droits des groupes les plus vulnérables et à garantir leur pleine intégration dans la société

44. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.158, 124.207, 124.208, 124.209, 124.210, 124.211, 124.212, 124.214, 124.215, 124.216, 124.217, 124.218, 124.219.
45. La Stratégie nationale pour les droits des personnes handicapées vise à instaurer une société bahreïnienne fondée sur le principe de l'inclusion, dans laquelle les citoyens handicapés peuvent exercer tous leurs droits de manière juste et sur un pied d'égalité avec les autres citoyens. La Stratégie est tournée vers les personnes handicapées, les membres de leur famille et tous les acteurs locaux qui ont vocation à leur fournir des services.

Questions relatives à la protection des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des acteurs de la société civile

46. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.39, 124.41, 124.42, 124.100, 124.101, 124.132, 124.137.
47. Le Royaume compte 666 organisations de la société civile qui exercent leurs activités dans divers domaines. Le décret législatif n° 21 de 1989 portant promulgation de la loi sur les associations et les clubs sociaux et culturels, les organismes publics œuvrant dans le domaine de la jeunesse et des sports et les institutions privées régit la création et le fonctionnement des associations et des clubs sociaux dans le pays.
48. Les recommandations ci-après ont été notées :
124.108, 124.129.

Questions relatives à la poursuite de la promotion de la liberté d'expression et de réunion pacifique

49. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.114, 124.115, 124.118, 124.127, 124.128, 124.130, 124.134.
50. Les articles 22, 23, 27 et 28 (al. b)) de la Constitution du Royaume garantissent le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. La Constitution bahreïnienne consacre en outre la liberté de former des associations et des syndicats pour autant qu'ils soient fondés sur les valeurs nationales, visent des objectifs légaux, soient créés par des moyens pacifiques et ne portent pas atteinte aux principes fondamentaux de la religion et de l'ordre public, conformément aux règles et conditions prévues par la loi.
51. Les recommandations ci-après ont été notées :
124.117, 124.119, 124.120, 124.123, 124.131.

Questions relatives à la nationalité

52. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.170, 124.233, 124.234, 124.235, 124.236, 124.237, 124.238, 124.240, 124.244.
53. Les recommandations ci-après ont été notées :
124.67, 124.232, 124.239, 124.241, 124.242, 124.243.
54. La question de la transmission de la nationalité par les femmes bahreïniennes mariées avec des étrangers à leurs enfants fait l'objet d'un examen approfondi, en collaboration avec l'autorité législative et dans le cadre de débats tenant compte des multiples dimensions du sujet. Dans ce contexte, le Royaume s'efforce de garantir les droits des enfants des Bahreïniennes mariées à des étrangers, en prenant un certain nombre de mesures destinées à faire respecter leur droit de bénéficier de services d'enseignement et de santé et d'autres services publics prévus, afin que ces enfants soient traités de la même manière que les enfants bahreïniens. Ces mesures ont considérablement amélioré la vie des enfants des Bahreïniennes et ont contribué à atténuer les problèmes liés au fait qu'ils n'ont pas la nationalité bahreïnienne. À cet égard, le Royaume affirme qu'il n'existe pas d'« apatrides » sur son territoire.

Questions de justice pénale

55. Les recommandations ci-après recueillent l'adhésion de Bahreïn :
124.88, 124.89.
56. Les recommandations ci-après ont été notées :
124.5, 124.6, 124.7, 124.8, 124.9, 124.70, 124.71, 124.72, 124.73, 124.74, 124.75, 124.76, 124.77, 124.78, 124.79, 124.80, 124.81, 124.82, 124.83, 124.84, 124.85, 124.86, 124.87, 124.90, 124.94, 124.95, 124.124, 124.125, 124.126.
57. Les progrès accomplis au sein du système de justice pénale bahreïmien ont abouti à des résultats importants sur le plan juridique pour ce qui est de renforcer la protection des droits de l'homme et de garantir le principe de responsabilité de manière à consacrer l'état de droit, et ont permis notamment de mettre en place des mécanismes et des dispositifs de recours indépendants et de garantir l'indépendance des magistrats et la tenue de procès équitables. Le Royaume affirme que les condamnations à mort sont très rares et ne sont prononcées que pour des crimes particulièrement graves, à l'issue d'une procédure complète et dans le respect des garanties prévues par la loi. Il affirme en outre qu'il n'existe pas de prisonniers dits politiques dans le pays, les personnes reconnues coupables d'infraction à la législation nationale étant jugées par des magistrats indépendants dans le cadre de procès équitables.